Gouvernement du Canada Government of Canada

Ministère des Finances Canada

Canada

La revue financière
Publication du ministère des Finances

Faits saillants

Octobre 2016 : déficit budgétaire de 1,5 milliard de dollars

Le mois d'octobre 2016 s'est soldé par un déficit budgétaire de 1,5 milliard de dollars, comparativement à un déficit de 0,9 milliard en octobre 2015. Les revenus ont augmenté de 2,5 milliards (11,3 %), sous l'effet de la croissance de toutes les principales sources de revenus. Les charges de programmes ont augmenté de 3,1 milliards (15,0 %), en raison de la hausse des principaux transferts aux particuliers, des principaux transferts aux autres administrations et des charges de programmes directes. Les frais de la dette publique ont diminué de 0,1 milliard (3,1 %).

D'avril à octobre 2016 : déficit budgétaire de 9,3 milliards de dollars

Pour la période d'avril à octobre 2016 de l'exercice 2016-2017, le gouvernement a affiché un déficit budgétaire de 9,3 milliards de dollars, comparativement à un excédent de 0,6 milliard pour la même période de l'exercice 2015-2016. Les revenus ont augmenté de 0,6 milliard (0,4 %), du fait que la hausse des rentrées d'impôt sur le revenu et des revenus de cotisations d'assurance-emploi a été compensée en partie par la baisse des autres revenus et des taxes et droits d'accise. Les charges de programmes ont augmenté de 12,0 milliards (8,2 %), sous l'effet de la croissance des principaux transferts aux particuliers, des principaux transferts aux autres administrations et des charges de programmes directes. Les frais de la dette publique ont diminué de 1,4 milliard (8,9 %), en raison de la baisse du taux d'intérêt effectif moyen sur l'encours de la dette portant intérêt.

Octobre 2016

Le mois d'octobre 2016 s'est soldé par un déficit budgétaire de 1,5 milliard de dollars, comparativement à un déficit de 0,9 milliard en octobre 2015.

Les revenus ont totalisé 24,5 milliards de dollars en octobre 2016, en hausse de 2,5 milliards (11,3 %) par rapport à octobre 2015.

- Les rentrées d'impôt sur le revenu des particuliers ont augmenté de 0,8 milliard de dollars (7,6 %).
- Les rentrées d'impôt sur le revenu des sociétés ont augmenté de 0,5 milliard de dollars (16,0 %).
- Les rentrées d'impôt sur le revenu des non-résidents ont augmenté de 0,3 milliard de dollars (95,2 %).
- Les taxes et droits d'accise ont augmenté de 0,6 milliard de dollars (14,1 %), principalement en raison de la hausse de 0,6 milliard des revenus de la taxe sur les produits et services (TPS). Les droits de douane à l'importation et les taxes sur l'énergie ont augmenté de 5 millions et de 1 million, respectivement, et les autres taxes et droits d'accise ont diminué de 21 millions.
- Les revenus de cotisations d'assurance-emploi ont augmenté de 18 millions de dollars (1,5 %).
- Les autres revenus, qui comprennent les bénéfices nets des sociétés d'État entreprises, les revenus des sociétés d'État consolidées, le produit de la vente de biens et de services, le rendement des investissements, les revenus nets sur opérations de change et les revenus divers, ont augmenté de 0,2 milliard de dollars (9,7 %).

Les charges de programmes ont totalisé 24,0 milliards de dollars en octobre 2016, en hausse de 3,1 milliards

(15,0 %) par rapport à octobre 2015.

- Les principaux transferts aux particuliers, qui comprennent les prestations aux aînés, les prestations d'assurance-emploi et les prestations pour enfants, ont augmenté de 1,0 milliard de dollars (15,4 %). Les prestations aux aînés ont augmenté de 0,3 milliard (6,9 %), en raison de la hausse du nombre d'aînés et de l'évolution des prix à la consommation, auxquels les prestations sont pleinement indexées. Les prestations d'assurance-emploi ont augmenté de 0,3 milliard (25,1 %). Les prestations pour enfants ont augmenté de 0,4 milliard (29,2 %), sous l'effet de la nouvelle Allocation canadienne pour enfants, qui a remplacé la Prestation fiscale canadienne pour enfants et la Prestation universelle pour la garde d'enfants à compter de juillet 2016.
- Les principaux transferts aux autres administrations englobent les transferts fédéraux relatifs à la santé et aux autres programmes sociaux (principalement le Transfert canadien en matière de santé [TCS] et le Transfert canadien en matière de programmes sociaux [TCPS]), les paiements en vertu d'accords fiscaux et d'autres transferts (péréquation, transferts aux territoires et un certain nombre de transferts plus modestes), les transferts aux provinces pour le compte des villes et des collectivités du Canada et l'abattement d'impôt du Québec. Les principaux transferts aux autres administrations ont augmenté de 0,4 milliard de dollars (6,4 %), en raison surtout des augmentations prévues par la loi du TCS, du TCPS, des transferts de péréquation et des transferts aux territoires.
- Les charges de programmes directes comprennent les paiements de transfert aux particuliers et aux autres organisations qui ne sont pas constatés dans les principaux transferts aux particuliers ou aux autres administrations, ainsi que les autres charges de programmes directes, soit les charges de fonctionnement de la Défense nationale et des autres ministères et organismes, de même que les charges des sociétés d'État. Les charges de programmes directes ont augmenté de 1,8 milliard de dollars (20,1 %). Parmi les éléments des charges de programmes directes :
    - Les paiements de transfert ont progressé de 1,2 milliard de dollars (46,6 %), en raison d'augmentations dans plusieurs ministères, notamment au titre des réclamations payées, de l'aide au logement social et de l'infrastructure.
    - Les autres charges de programmes directes ont augmenté de 0,6 milliard de dollars (9,5 %), en grande partie sous l'effet de la hausse des charges au titre des régimes de retraite et autres avantages futurs en fonction des évaluations actuarielles les plus récentes du gouvernement, ainsi que de la hausse des charges de fonctionnement des sociétés d'État.

Les frais de la dette publique ont diminué de 0,1 milliard de dollars (3,1 %), en raison de la baisse du taux d'intérêt effectif moyen sur l'encours de la dette portant intérêt.

D'avril à octobre 2016

La période d'avril à octobre 2016 de l'exercice 2016-2017 s'est soldée par un déficit budgétaire de 9,3 milliards de dollars, comparativement à un excédent de 0,6 milliard pour la même période de 2015-2016.

Les revenus ont augmenté de 0,6 milliard de dollars (0,4 %) pour s'établir à 163,9 milliards.

- Les rentrées d'impôt sur le revenu des particuliers ont augmenté de 1,3 milliard de dollars (1,7 %).
- Les rentrées d'impôt sur le revenu des sociétés ont augmenté de 0,4 milliard de dollars (1,7 %).
- Les rentrées d'impôt sur le revenu des non-résidents ont augmenté de 0,1 milliard de dollars (1,8 %).
- Les taxes et droits d'accise ont diminué de 0,1 milliard de dollars (0,4 %). Les taxes sur l'énergie et les autres taxes et droits d'accise ont tous deux baissé de 0,1 milliard, tandis que les droits de douane à l'importation ont diminué de 9 millions. Ces baisses ont été compensées en partie par l'augmentation de 0,1 milliard (0,4 %) des revenus tirés de la TPS.

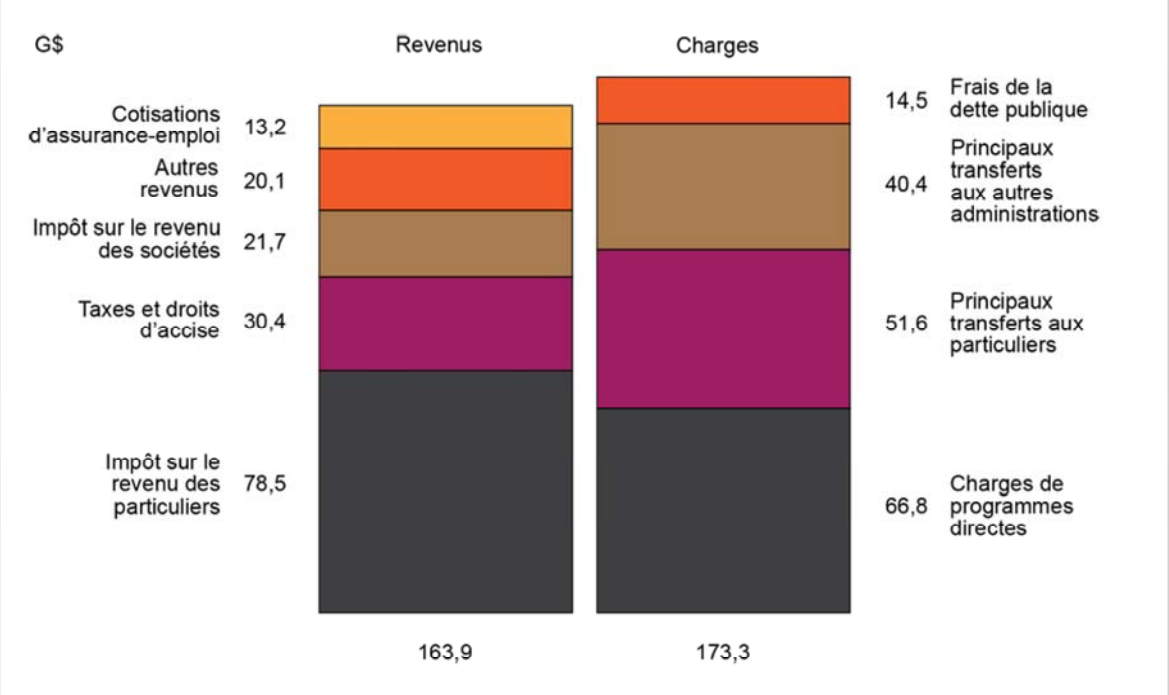
- Les revenus de cotisations d'assurance-emploi ont augmenté de 0,2 milliard de dollars (1,6 %), ce qui est attribuable à la croissance de la rémunération.
- Les autres revenus ont diminué de 1,2 milliard de dollars (6,7 %). Cette diminution est surtout attribuable au gain de 2,1 milliards réalisé lors de la vente, en avril 2015, des dernières actions ordinaires de General Motors détenues par le gouvernement, lequel gain a été compensé en partie par la hausse d'autres éléments pendant l'exercice en cours, notamment les revenus d'intérêt et de pénalités.

Pour la période d'avril à octobre 2016, les charges de programmes ont totalisé 158,8 milliards de dollars, en hausse de 12,0 milliards (8,2 %) par rapport à la même période de l'exercice précédent.

- Les principaux transferts aux particuliers ont progressé de 4,2 milliards de dollars (9,0 %). Les prestations aux aînés ont augmenté de 1,5 milliard (5,6 %), en raison de la hausse du nombre d'aînés et de l'évolution des prix à la consommation, auxquels les prestations sont pleinement indexées. Les prestations d'assurance-emploi ont augmenté de 1,0 milliard (9,1 %). Les prestations pour enfants ont augmenté de 1,8 milliard (17,4 %), principalement sous l'effet de la nouvelle Allocation canadienne pour enfants.
- Les principaux transferts aux autres administrations ont augmenté de 1,9 milliard de dollars (4,9 %), en raison surtout des augmentations prévues par la loi du TCS, du TCPS, des transferts de péréquation et des transferts aux territoires.
- Les charges de programmes directes ont augmenté de 5,8 milliards de dollars (9,6 %). Parmi les éléments des charges de programmes directes :
    - Les paiements de transfert ont augmenté de 2,7 milliards de dollars (15,8 %) en raison d'augmentations dans plusieurs ministères, notamment au titre de la comptabilisation d'obligations relativement à l'aide aux sinistrés et aux réclamations payées, de même qu'au titre de l'aide au logement social et de l'infrastructure.
    - Les autres charges de programmes directes ont augmenté de 3,1 milliards de dollars (7,1 %), ce qui s'explique en grande partie par les charges plus élevées au titre des régimes de retraite et autres avantages futurs en fonction des évaluations actuarielles les plus récentes du gouvernement, ainsi que par la hausse des charges de fonctionnement des sociétés d'État.

Les frais de la dette publique ont diminué de 1,4 milliard de dollars (8,9 %), en raison de la baisse du taux d'intérêt effectif moyen sur l'encours de la dette portant intérêt.

Revenus et charges (d’avril à octobre 2016)



Nota – Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.

Besoins financiers de 22,3 milliards de dollars d'avril à octobre 2016

Le solde budgétaire est présenté selon la méthode de la comptabilité d'exercice, les revenus et les charges de l'État étant constatés au moment où les revenus sont gagnés et les charges sont engagées, peu importe le moment où surviennent les rentrées et les sorties de fonds correspondantes. En revanche, les ressources ou besoins financiers représentent l'écart entre les rentrées et les sorties de fonds de l'État. Cette mesure tient compte non seulement des variations du solde budgétaire, mais aussi des ressources ou besoins en espèces découlant des investissements de l'État par voie d'acquisition d'immobilisations, de prêts, de placements et d'avances, ainsi que de ses autres activités, dont le paiement des comptes créditeurs, la perception des comptes débiteurs, les opérations de change et l'amortissement des immobilisations corporelles. L'écart entre le solde budgétaire et les ressources ou besoins financiers est constaté dans les opérations non budgétaires.

Compte tenu du déficit budgétaire de 9,3 milliards de dollars et des besoins de 13,0 milliards au titre des opérations non budgétaires, la période d'avril à octobre 2016 s'est soldée par des besoins financiers de 22,3 milliards, comparativement à des besoins financiers de 15,2 milliards pour la même période de l'exercice précédent.

Activités nettes de financement en hausse de 27,8 milliards de dollars

L'État a couvert ses besoins financiers de 22,3 milliards de dollars et accru ses soldes de trésorerie de 5,4 milliards en augmentant la dette non échue de 27,8 milliards. L'accroissement de la dette non échue a principalement été opéré par l'émission d'obligations négociables et de bons du Trésor.

Le niveau de l'encaisse varie d'un mois à l'autre en fonction d'un certain nombre de facteurs tels que les échéances périodiques d'importantes émissions de titres d'emprunt, qui peuvent fluctuer sensiblement d'un mois à l'autre. À la fin d'octobre 2016, les soldes de trésorerie s'élevaient à 43,3 milliards de dollars, soit 2,7 milliards de plus qu'à la fin d'octobre 2015.

Tableau 1
État sommaire des opérations
M$

	Octobre		Avril à octobre	
	2015	2016	2015-2016	2016-2017
Opérations budgétaires				
Revenus	21 994	24 475	163 330	163 921
Charges				
Charges de programmes	-20 878	-24 012	-146 761	-158 750
Frais de la dette publique	-2 056	-1 992	-15 934	-14 511
Solde budgétaire (déficit ou excédent)	-940	-1 529	635	-9 340
Opérations non budgétaires	1 028	-359	-15 820	-12 996
Ressources ou besoins financiers	88	-1 888	-15 185	-22 336
Variation nette dans les activités de financement	2 087	3 603	27 829	27 758
Variation nette dans l'encaisse	2 175	1 715	12 644	5 422
Encaisse à la fin de la période			40 595	43 267

Nota – Les chiffres positifs indiquent des ressources nettes et les chiffres négatifs, des besoins nets.

Tableau 2
Revenus

	Octobre			Avril à octobre		
	2015 (M$)	2016 (M$)	Variation (%)	2015-2016 (M$)	2016-2017 (M$)	Variation (%)
Revenus fiscaux						
Impôts sur le revenu						
Impôt sur le revenu des particuliers	10 983	11 823	7,6	77 233	78 526	1,7
Impôt sur le revenu des sociétés	2 941	3 413	16,0	21 348	21 709	1,7
Impôt sur le revenu des non-résidents	353	689	95,2	3 437	3 500	1,8
Total des impôts sur le revenu	14 277	15 925	11,5	102 018	103 735	1,7
Taxes et droits d'accise						
Taxe sur les produits et services	2 763	3 373	22,1	20 403	20 488	0,4
Taxes sur l'énergie	489	490	0,2	3 334	3 242	-2,8
Droits de douane à l'importation	464	469	1,1	3 190	3 181	-0,3
Autres taxes et droits d'accise	510	489	-4,1	3 641	3 520	-3,3
Total des taxes et droits d'accise	4 226	4 821	14,1	30 568	30 431	-0,4
Total des revenus fiscaux	18 503	20 746	12,1	132 586	134 166	1,2
Cotisations d'assurance-emploi	1 214	1 232	1,5	12 977	13 182	1,6
Autres revenus	2 277	2 497	9,7	17 767	16 573	-6,7
Total des revenus	21 994	24 475	11,3	163 330	163 921	0,4

Nota – Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.

Tableau 3
Charges

	Octobre			Avril à octobre		
	2015 (M$)	2016 (M$)	Variation (%)	2015-2016 (M$)	2016-2017 (M$)	Variation (%)
Principaux transferts aux particuliers						
Prestations pour les aînés	3 817	4 079	6,9	26 235	27 694	5,6
Prestations d'assurance-emploi	1 260	1 576	25,1	10 636	11 608	9,1
Prestations pour enfants	1 493	1 929	29,2	10 457	12 274	17,4
Total	6 570	7 584	15,4	47 328	51 576	9,0
Principaux transferts aux autres administrations						
Aide au titre de la santé et d'autres programmes sociaux						
Transfert canadien en matière de santé	2 834	3 006	6,1	19 847	21 039	6,0
Transfert canadien en matière de programmes sociaux	1 080	1 112	3,0	7 560	7 786	3,0
Total	3 914	4 118	5,2	27 407	28 825	5,2
Accords fiscaux et autres transferts	1 688	1 732	2,6	12 484	12 879	3,2
Villes et collectivités du Canada	372	414	11,3	1 351	1 450	7,3
Abattement d'impôt du Québec	-462	-398	-13,9	-2 770	-2 785	0,5
Total	5 512	5 866	6,4	38 472	40 369	4,9

Charges de programmes directes						
Paiements de transfert						
Agriculture et Agroalimentaire Canada	62	77	24,2	605	448	-26,0
Emploi et Développement social Canada	419	603	43,9	3 033	3 533	16,5
Affaires mondiales Canada	190	169	-11,1	1 452	1 452	0,0
Santé Canada	180	191	6,1	1 773	1 903	7,3
Affaires autochtones et Développement du Nord Canada	670	1 254	87,2	3 775	4 761	26,1
Innovation, Sciences et Développement économique Canada	222	471	112,2	1 383	1 760	27,3
Autres	772	921	19,3	5 293	6 197	17,1
Total	2 515	3 686	46,6	17 314	20 054	15,8
Autres charges de programmes directes						
Sociétés d'État	659	761	15,5	4 733	5 350	13,0
Défense nationale	1 954	2 046	4,7	12 728	13 609	6,9
Tous les autres ministères et organismes	3 668	4 069	10,9	26 186	27 792	6,1
Total des autres charges de programmes directes	6 281	6 876	9,5	43 647	46 751	7,1
Total des charges de programmes directes	8 796	10 562	20,1	60 961	66 805	9,6
Total des charges de programmes	20 878	24 012	15,0	146 761	158 750	8,2

Frais de la dette publique	2 056	1 992	-3,1	15 934	14 511	-8,9
Total des charges	22 934	26 004	13,4	162 695	173 261	6,5

Nota – Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.

Tableau 4
Solde budgétaire et ressources ou besoins financiers
M$

	Octobre		Avril à octobre	
	2015	**2016**	**2015-2016**	**2016-2017**
Solde budgétaire (déficit ou excédent)	-940	-1 529	635	-9 340
Opérations non budgétaires				
Activités d'investissement en immobilisations	-507	-502	-2 310	-2 172
Autres activités d'investissement	-746	-997	-3 775	-6 245
Régimes de retraite et autres passifs	308	641	2 879	4 129
Autres activités				
Créditeurs, débiteurs, charges à payer, produits à recevoir et provisions	1 073	2 223	-9 755	-4 877
Opérations de change	567	-2 073	-5 416	-6 108
Amortissement des immobilisations corporelles	333	349	2 557	2 277
Total des autres activités	1 973	499	-12 614	-8 708
Total des opérations non budgétaires	1 028	-359	-15 820	-12 996
Ressources ou besoins financiers	88	-1 888	-15 185	-22 336

Nota – Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.

Tableau 5
Ressources ou besoins financiers et activités nettes de financement
M$

	Octobre		Avril à octobre	
	2015	2016	2015-2016	2016-2017
Ressources ou besoins financiers	88	-1 888	-15 185	-22 336
Augmentation ou diminution nette dans les activités de financement				
Opérations de la dette non échue				
Emprunts en dollars canadiens				
Obligations négociables	10 371	11 196	15 510	20 261
Bons du Trésor	-6 800	-8 300	6 800	5 600
Titres au détail	-19	40	-127	179
Total	3 552	2 936	22 183	26 040
Emprunts en devises	166	-112	3 103	699
Total	3 718	2 824	25 286	26 739
Réévaluation de swaps de devises	-1 534	898	2 301	628
Escomptes et primes non amortis sur la dette contractée sur les marchés	-75	-99	370	547
Obligations découlant de contrats de location-acquisition et autre dette non échue	-22	-20	-128	-156
Variation nette dans les activités de financement	2 087	3 603	27 829	27 758
Variation dans l'encaisse	2 175	1 715	12 644	5 422

Nota – Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.

Tableau 6
État condensé de l'actif et du passif
M$

	31 mars 2016	31 octobre 2016	Variation
Passifs			
Créditeurs et charges à payer	127 853	118 089	-9 764
Dette portant intérêt			
Dette non échue			
Payable en dollars canadiens			
Obligations négociables	504 068	524 329	20 261
Bons du Trésor	138 100	143 700	5 600
Titres au détail	5 076	5 255	179
Total partiel	647 244	673 284	26 040
Payable en devises	22 482	23 181	699
Compte de réévaluation de swaps de devises	8 391	9 019	628
Escomptes et primes non amortis sur la dette contractée sur les marchés	5 047	5 594	547
Obligations découlant de contrats de location-acquisition et autre dette non échue	5 047	4 891	-156
Total de la dette non échue	688 211	715 969	27 758
Régimes de retraite et autres passifs			
Régimes de retraite du secteur public	152 227	151 720	-507

Autres avantages futurs des employés et des anciens combattants	85 681	90 184	4 503
Autres passifs	5 602	5 735	133
Total des régimes de retraite et autres passifs	243 510	247 639	4 129
Total de la dette portant intérêt	931 721	963 608	31 887
Total des passifs	1 059 574	1 081 697	22 123
Actifs financiers			
Trésorerie et créances	154 688	155 223	535
Comptes d'opérations de change	93 539	99 647	6 108
Prêts, placements et avances (nets des provisions)[1]	115 957	120 989	5 032
Actifs des régimes de retraite du secteur public	1 639	1 639	0
Total des actifs financiers	365 823	377 498	11 675
Dette nette	693 751	704 199	10 448
Actifs non financiers	77 765	77 660	-105
Dette fédérale (déficit accumulé)	615 986	626 539	10 553

Nota – Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.

[1] Le montant du 31 octobre 2016 inclut des pertes de 1,2 milliard de dollars au titre des autres éléments du résultat global enregistrées par les sociétés d'État entreprises et les autres entreprises d'État pour la période d'avril à octobre 2016.

Nota – Sauf avis contraire, les variations des résultats financiers sont celles d'une année sur l'autre.

Pour tout renseignement concernant cette publication, veuillez communiquer avec Bradley Recker au 613-369-5667.

Décembre 2016

© Sa Majesté la Reine du chef du Canada (2016)

Tous droits réservés

Toute demande de permission pour reproduire ce document en tout ou en partie doit être adressée au ministère des Finances Canada.

This publication is also available in English.

No de cat. : F12-4F-PDF
ISSN : 1487-0134